



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent trente-huitième session
Rome, 10-11 mai 2023

Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2022

Cote du document: EB 2023/138/INF.2

Date: 30 mars 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Questions techniques:

Advit Nath

Directeur et Contrôleur
Division du Contrôleur financier
courriel: a.nath@ifad.org

Deirdre Mc Grenra

Secrétaire du FIDA par intérim
Bureau de la Secrétaire
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Examen de haut niveau des états financiers du FIDA pour 2022

I. Introduction

1. Le présent document a pour objet de fournir un complément d'information relatif aux états financiers audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. L'analyse qui y est formulée porte sur les activités principales du FIDA telles qu'elles ressortent des états financiers le concernant uniquement; y figurent des détails et des commentaires de la direction concernant les principaux chiffres et tendances.

II. Contexte financier extérieur et intérieur

2. En 2022, le contexte extérieur a été marqué par les effets délétères des changements climatiques, auxquels se sont ajoutées d'autres difficultés telles que les effets persistants de la pandémie et la guerre en Ukraine. Pour faire face à ces difficultés et aux répercussions dévastatrices de la crise alimentaire, le FIDA:
 - a maintenu ses interventions axées sur la sécurité alimentaire, l'adaptation aux changements climatiques et la biodiversité;
 - a mis en place l'Initiative de riposte à la crise pour soutenir les pays touchés par la crise alimentaire au moyen de ressources accordées sous forme de dons;
 - a poursuivi la mise en œuvre des projets financés au titre du Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres.
3. Toutes les économies ont enregistré des signes d'inflation et, partant, les taux d'intérêt ont affiché une tendance à la hausse.
4. Le taux de change DTS/USD a sensiblement diminué, passant de 1,402 à la fin de 2021 à 1,335 au 31 décembre 2022.
5. Les opérations et la situation financière du FIDA sont restées stables, et tous les indicateurs financiers ont été maintenus dans les limites établies. En 2022, les agences Fitch Ratings et Standard & Poor's ont confirmé la note AA+ assortie de perspectives stables du FIDA en raison de sa solide capitalisation, de la situation de ses liquidités, de son cadre de gestion des risques et de l'appui de ses États membres.
6. Les états financiers 2022 portent sur deux thèmes comptables principaux:
 - l'adoption de la comptabilité de couverture pour les deux premiers placements privés à hauteur de 150 millions d'USD et le swap de taux d'intérêt associé afin d'atténuer les risques de taux d'intérêt, dans la mesure où les conditions énoncées dans la norme internationale d'information financière 9 (IFRS 9) avaient été remplies;
 - l'adoption spontanée d'une révision de la politique comptable relative à la juste valeur.
7. En 2005, le FIDA avait adopté la norme comptable internationale 39 (IAS 39). À cette date, selon l'interprétation dominante de la norme comptable, les prêts avaient été initialement comptabilisés sur la base de leur juste valeur et amortis par la suite. La juste valeur initiale était déterminée en termes de valeur actuelle nette, après actualisation des flux de trésorerie futurs des prêts au moyen des taux d'intérêt en vigueur sur le marché comme facteur d'actualisation. Cette méthode d'évaluation s'est traduite par une diminution de la valeur comptable du portefeuille de prêts. Afin de fournir une information complète, le FIDA a présenté deux séries d'états financiers, l'une à la « juste valeur » et l'autre en « valeur nominale ». La valeur nominale a servi de base à la planification financière, aux scénarios de reconstitution, à la prise de décisions et au processus de notation. En 2022, avec l'appui d'une société de conseil, le FIDA a pu introduire une

modification spontanée de sa politique comptable et affronter cette dichotomie. À compter de 2022, les prêts seront indiqués à leur valeur de transaction (valeur nominale: montant décaissé, diminué du montant remboursé). Ce changement de politique comptable améliore la comparabilité avec les autres banques multilatérales de développement. Il améliore en outre légèrement les informations à fournir sur les contributions à recevoir et les dons non décaissés. Le tableau ci-dessous résume les principaux retraitements et impacts.

Tableau 1
Changement de la politique comptable
(En millions d'USD)

	<i>31 décembre 2021, indiqué précédemment</i>	<i>31 décembre 2021, chiffres retraités</i>	<i>Différence</i>
Contributions à recevoir	829,2	842,2	13,0
Montant total des contributions (fonds propres)	(10 091,0)	(10 104,0)	(13,0)
Encours net des prêts	6 883,8	8 110,6	1 226,8
Dons non décaissés	(101,3)	(103,5)	(2,2)
Déficit accumulé	(2 839,4)	(1 614,8)	1 224,6

III. Chiffres clés et ratios

8. La situation financière du FIDA est restée solide et tous les ratios financiers ont été maintenus dans les limites établies. Les annonces de contributions faites pour la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) ont atteint un montant record de 1 280 millions d'USD au 31 décembre 2022. Des contributions supplémentaires ont été reçues et les fonds propres du FIDA se sont élevés à 10,2 milliards d'USD. Sa position nette globale en fonds propres s'élevait à 8,0 milliards d'USD.
9. La viabilité financière à long terme continue de faire l'objet d'un suivi rigoureux. Le ratio des prêts improductifs s'est amélioré, et s'est établi à 2,15% en 2022, contre 2,4% en 2021, en raison de l'apurement des arriérés de la Somalie, même si cette amélioration a été partiellement neutralisée par le nouveau cas de défaut de paiement du Liban.
10. Au cours de l'année, le Conseil d'administration a approuvé les points de décision de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTÉ) pour la Somalie et le Soudan, ce qui s'est traduit par une provision comptable pour 2022 de 106,2 millions d'USD. Certains États membres, dont la Belgique, l'Italie et la Suède en 2022, et l'Allemagne en 2023, ont contribué à l'apurement des arriérés de la Somalie pour un montant supérieur à l'allégement de la dette auquel ce pays pouvait prétendre au titre de l'Initiative PPTÉ.
11. Au cours de l'exercice 2022, le Fonds a approuvé de nouveaux projets (prêts et dons) pour un montant total de 1,04 milliard d'USD. Les décaissements au titre des projets et autres initiatives se sont élevés à 933,9 millions d'USD. Les dépenses de fonctionnement sont restées en dessous du seuil de 2% du montant total des actifs.
12. Le tableau 2 présente un récapitulatif des principaux résultats financiers.

Tableau 2
Principaux résultats financiers
(En millions d'USD)

	2022	2021	2020	2019	2018	2017
Total des actifs	10 240	10 596	9 883	9 399	9 286	8 940
Contributions au titre de la reconstitution des ressources (fonds propres)	10 185	10 104	9 170	9 073	8 938	8 217
Encours des prêts	7 998	8 111	8 050	7 501	7 182	7 501
Montant net des fonds propres/encours des prêts	99,6%	105,8%	102,0%	107,0%	114,0%	107,0%
Financements approuvés au titre de projets	1 043,3	891,9	824,2	1 671,2	1 177,5	1 318,7
Décaissements	933,9	906,0	778,1	854,8	825,6	804,6
Dépenses de fonctionnement/total des actifs (sur une base annuelle)	1,9%	1,8%	1,7%	1,8%	1,9%	1,8%

13. Malgré la valeur négative des bénéfices non répartis, le montant global net des fonds propres du FIDA est positif et, à la fin de 2022, représentait 78,0% du montant total des actifs en valeur nominale. À la fin de 2022, le montant total des actifs du FIDA en valeur nominale (10,2 milliards d'USD) était suffisant pour couvrir le total de son passif (2,3 milliards d'USD), les engagements relatifs aux prêts non décaissés (4,4 milliards d'USD) et les engagements au titre des dons non décaissés (1,0 milliard d'USD).
14. Au 31 décembre 2022, tous les paramètres du risque financier se situaient à l'intérieur des limites établies par le Cadre d'emprunt intégré. Les ratios financiers sont présentés dans le tableau 3 ci-après.

Tableau 3
Ratios financiers
(En pourcentage)

	2022	2021	2020	2019	2018	2017	Seuil
Fonds propres/total des actifs	100,4	96,2	93,7	97,5	97,3	93	> 60
Dette/fonds propres disponibles	24,9	19,5	14,6	9,8	7,5	s.o.	< 35
Liquidités/actifs	14,0	13,3	11,8	10,7	11,2	15,1	> 5
Couverture du service de la dette	10,5	6,8	4,1	1,2	0,2	0,2	< 50

IV. Gestion des risques

15. **Adéquation des fonds propres.** Le principal indicateur de l'adéquation des fonds propres utilisé par le Fonds en interne est le ratio de fonds propres utilisables. Ce ratio permet de déterminer le degré d'utilisation des fonds propres du FIDA et les ressources disponibles à l'appui de futurs engagements. Dans le but de garantir une solide capitalisation du Fonds et le maintien permanent d'une bonne note de crédit, la trajectoire d'utilisation des fonds propres est gérée dans les limites imposées par des seuils de tolérance appropriés, qui assurent que le FIDA dispose de suffisamment de fonds propres pour couvrir les pertes prévues et imprévues liées aux risques essentiels et autres risques inhérents à ses opérations. Au 31 décembre 2022, le ratio d'endettement (dette/fonds propres disponibles) était de 24,9, soit parfaitement dans les limites fixées, et il fait l'objet d'un suivi attentif.
16. **Risque de liquidité.** La situation de trésorerie du Fonds respectait les seuils définis en la matière. À la fin du quatrième trimestre de l'année 2022, les liquidités représentaient 14,0% du total des actifs. Le FIDA a également continué à respecter les ratios prudentiels internes en matière de liquidités et les exigences des agences de notation.

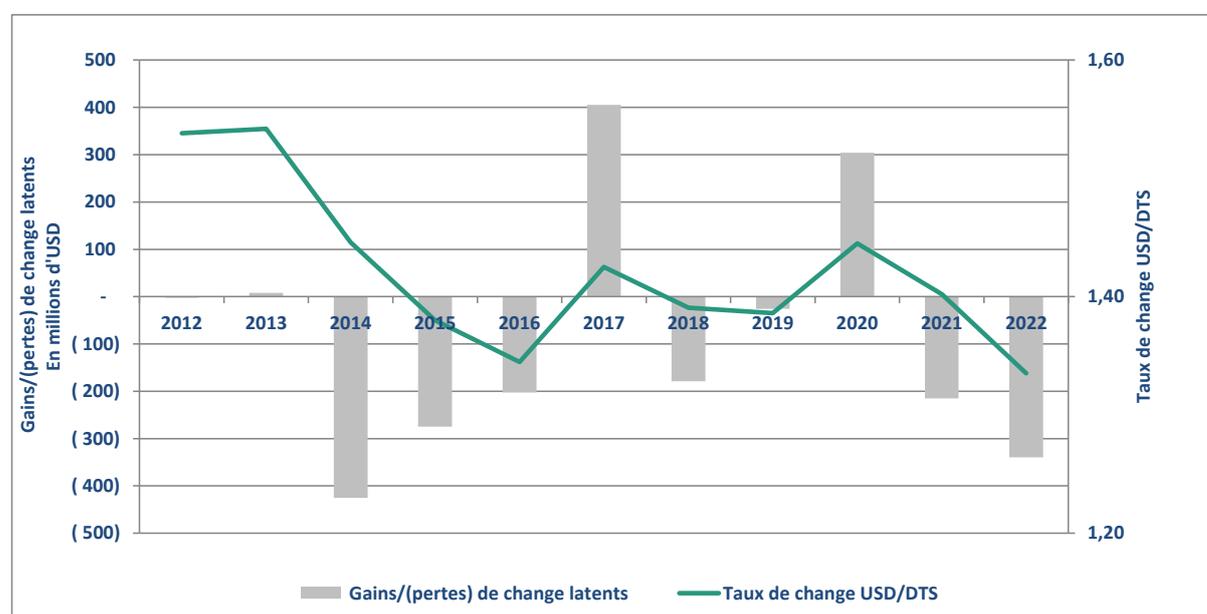
17. **Risque de taux d'intérêt.** Ce risque est défini comme le potentiel de pertes résultant de mouvements défavorables des taux d'intérêt du marché. Il est atténué par la réduction de l'asymétrie de durée entre ses actifs (portefeuille de placements et portefeuille de prêts) et ses éléments de passif (ressources empruntées). Avec une durée de 0,2 an, le portefeuille de placements est peu sensible aux variations de taux d'intérêt.
18. Pour atténuer le risque de taux d'intérêt, le FIDA a émis en 2022 ses premiers placements privés, pour un montant total de 150 millions d'USD. Le FIDA a eu recours à des swaps de taux d'intérêt pour convertir la structure des taux d'intérêt des éléments de passif d'un taux fixe à un taux variable, conformément au taux appliqué aux prêts ordinaires. Le FIDA applique une comptabilité de couverture selon la norme IFRS 9 à des relations de couverture individuelles déterminées lorsque les conditions énoncées par la norme sont remplies. Le tableau 4 décrit l'ajustement de couverture de l'obligation et la variation à la juste valeur des swaps, qui sont très proches l'un de l'autre (ou sont similaires).

Tableau 4
(En millions d'USD)

31 déc. 2022	Valeur notionnelle	Valeur comptable des éléments de passif	Ajustement de couverture
Couverture de la juste valeur – risque de taux d'intérêt	150,0	(8,9)	8,3

19. **Risque de change.** Le FIDA conduit ses opérations dans diverses monnaies, et ses livres comptables sont tenus en dollar des États-Unis. La conversion de la valeur des actifs en dollar des États-Unis à des fins d'information a invariablement généré des mouvements de change qui apparaissent comme des pertes ou des gains latents dans l'état du résultat global du FIDA. Les fluctuations du taux du dollar des États-Unis par rapport aux autres monnaies et, en particulier, par rapport au taux de change du DTS ont toujours été source de volatilité dans les comptes du FIDA. Les fluctuations de change se sont jusqu'à présent compensées, comme le montre le graphique 1 ci-après.

Graphique 1
Évolution des gains/(pertes) de change latents dus aux tendances des mouvements du taux de change USD/DTS entre 2012 et 2022



20. Au cours de l'année 2022, le droit de tirage spécial s'est déprécié d'environ 4,8% par rapport au dollar des États-Unis (passant de 1,402 à la fin de l'année 2021 à 1,335 au 31 décembre 2022). Le taux de change USD/EUR a baissé, passant de 1,137 à la fin de 2021 à 0,979 au 31 décembre 2022. Fin décembre 2022, les pertes de change latentes se chiffraient à 339,6 millions d'USD. Le tableau 5 fournit quelques précisions sur les principaux critères utilisés.

Tableau 5

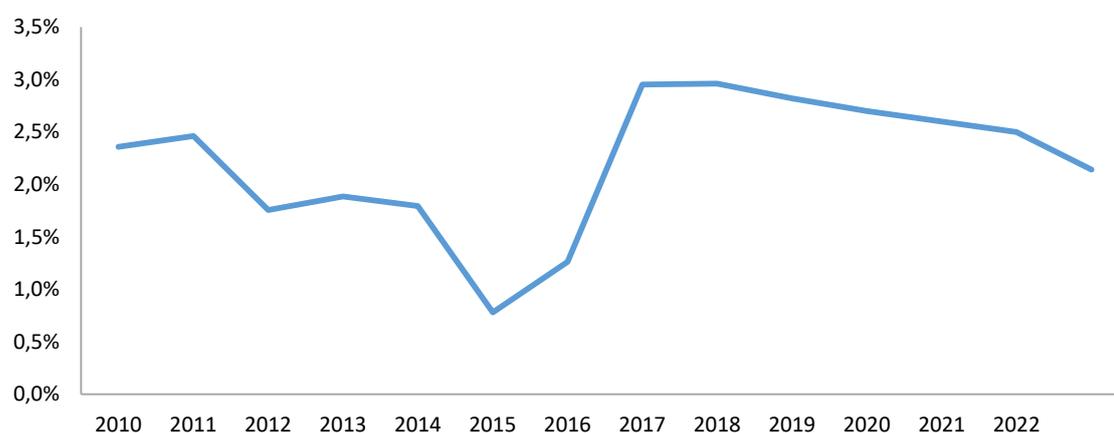
Variations de change

(En millions d'USD)

<i>Janvier-décembre 2022</i>	
Encaisse et placements	(53,7)
Engagements au titre des prêts	5,4
Autres sommes à recevoir et à payer	68,2
Prêts	(361,0)
Dons non décaissés	1,5
Total	(339,6)

21. Pour atténuer le risque de change, le FIDA veille à ce que les engagements contractés au titre des prêts et des dons non décaissés aient pour contrepartie des actifs libellés en devises du panier du DTS. Par conséquent, les exigences en fonds propres pour couvrir le risque de change sont calculées à partir de la position nette des actifs et des passifs dans chaque monnaie. Les fonds propres exigés à cette fin sont déterminés sur la base d'une simulation historique de chaque taux de change. Le bilan du FIDA reste largement libellé en droit de tirage spécial. Les prêts accordés en euro sont presque entièrement couverts par des passifs libellés dans la même monnaie. En conséquence, la différence dans cette monnaie reste relativement faible. Pour protéger son profil de liquidité à court terme contre les fluctuations du risque de change, le Fonds veille à ce que la composition par monnaie de ses entrées de fonds projetées concorde avec celle de ses sorties de fonds pour les 24 mois à venir. Le FIDA détient suffisamment de fonds dans chaque monnaie pour financer les sorties nettes prévues pour les 24 mois à venir, compte tenu du niveau de tolérance de 10%.
22. **Risque de crédit.** Le risque de crédit est surveillé de près. L'annexe donne des informations détaillées par région.
23. Le Fonds jouit du statut de créancier privilégié et applique plusieurs mesures pour réduire le risque de défaut de paiement dans le cadre de ses opérations. Il peut notamment suspendre les décaissements des prêts dont les remboursements accusent un retard de plus de 75 jours (après le différé d'amortissement) et interrompre les décaissements relatifs à l'ensemble du portefeuille du pays concerné. Comme cela est mentionné plus haut, à la fin de décembre 2022, le ratio de prêts improductifs (calculé à partir de l'encours total des prêts improductifs par rapport à l'encours total du portefeuille de prêts) s'est amélioré pour s'établir à environ 2,15%, contre 2,4% à la fin de l'année 2021.

Graphique 2
Ratio de prêts improductifs (2010-2022)



24. Le calcul des pertes de crédit attendues est fondé sur des pondérations probabilistes, la valeur temps de l'argent et les meilleures informations prospectives disponibles incluant les tout derniers indicateurs macroéconomiques disponibles. La notion de pertes de crédit attendues repose sur un modèle comportant trois catégories tenant compte de l'évolution de la qualité de crédit depuis l'émission ou la comptabilisation initiale de l'instrument financier, c'est-à-dire depuis la date à laquelle les conditions de décaissement ont été satisfaites (pour les prêts). Le statut de créancier privilégié du FIDA reste solide, car les pays honorent le service de la dette du FIDA dans les délais prévus, et ce malgré les tendances macroéconomiques et les évaluations des agences de notation.
25. À la fin de décembre 2022, la provision pour pertes de crédit avait augmenté, s'établissant à 138,5 millions d'USD, contre 103,5 millions d'USD en 2021. Cette augmentation est imputable aux facteurs concomitants énumérés ci-après et résumés dans le tableau 6:
- des scénarios macroéconomiques intégrant les effets de la pandémie et de la crise alimentaire consécutive à la guerre en Ukraine;
 - une légère détérioration des notations de crédit des pays, qui passent de la catégorie 1 à la catégorie 2;
 - le portefeuille de prêts a enregistré, au cours du dernier trimestre 2022, un nouveau cas de défaut de paiement du Liban, qui est passé dans la catégorie 3;
 - les effets négatifs décrits ci-dessus ont été partiellement compensés par l'approbation par le Conseil d'administration des points de décision PPTe et des droits à l'allègement de la dette pour la Somalie et le Soudan. Pour ces deux pays, la provision pour prêts est donc comptabilisée dans le cadre de l'Initiative PPTe, conformément aux critères établis par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Tableau 6
Exposition et provision pour pertes de crédit, par catégorie
(En millions d'USD)

Catégorie	Décembre 2022			Décembre 2021			Écart	
	Exposition	%	Provision	Exposition	%	Provision	Exposition	Provision
Catégorie 1	7 994,3	70,8	8,8	9 049,5	78,9	5,0	(1 055,2)	3,8
Catégorie 2	3 108,3	27,5	76,7	2 208,4	19,3	36,9	899,9	39,8
Catégorie 3	195,8	1,7	53,0	205,4	1,8	61,6	(9,6)	(8,6)
	11 298,4		138,5	11 463,3		103,5	(164,9)	35,0

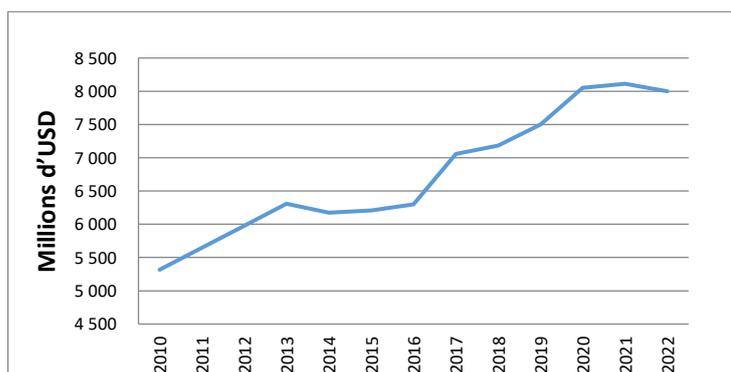
- **Catégorie 1 – prêts productifs.** La provision pour pertes sur prêt a été calculée avec l'horizon requis d'un an. L'exposition en cas de défaut globale de la catégorie 1 a diminué en raison du passage de certains pays à la catégorie 2, et la provision globale de la catégorie 1 a augmenté en raison des scénarios macroéconomiques sous-jacents et de la probabilité de défaut des pays.
- **Catégorie 2 – prêts sous-productifs.** Ces prêts montrent des signes de détérioration de la capacité de remboursement des débiteurs. La provision pour pertes sur prêt a été calculée pour l'ensemble du cycle de vie des prêts. La hausse du solde des prêts sous-productifs s'explique par le fait que certains pays ayant une forte exposition sont passés de la catégorie 1 à la catégorie 2 en raison de signes de détérioration de leur capacité de remboursement. La notation de certains d'entre eux a été revue à la baisse (Cuba, la République démocratique populaire lao, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, Sri Lanka et, plus récemment, le Pakistan, le Ghana, le Malawi et le Libéria). Il est important de noter que ces pays honorent le paiement de leurs remboursements à l'égard du FIDA aux échéances fixées.
- **Catégorie 3 – prêts improductifs.** Les emprunteurs de la catégorie 3 (la République populaire démocratique de Corée, le Liban, la République bolivarienne du Venezuela et le Yémen) ont déjà eu des arriérés. L'exposition du Liban est limitée à 1,6 million d'USD. Historiquement, la Somalie figure parmi les pays de catégorie 3. Comme cela a été indiqué ci-dessus, au cours de l'exercice précédent, un effort important a été consenti pour mobiliser les ressources des donateurs afin d'apurer les arriérés de la Somalie, et les arriérés sont désormais limités aux droits à l'allègement de la dette au titre de l'Initiative PPTTE.

26. Le passage d'une catégorie à une autre dépend de l'évolution du risque de crédit de l'instrument financier entre la date de sa comptabilisation initiale et la date de clôture de l'exercice. Les améliorations, de même que les dégradations, peuvent ainsi faire varier les soldes des provisions pour dépréciation.

V. Activités opérationnelles du FIDA

27. Au cours de l'année 2022, le Fonds a approuvé des prêts et des dons pour un montant total de 1,04 milliard d'USD (contre 0,9 milliard d'USD en 2021). Pour plus de précisions, voir le tableau 7.
28. Le solde de l'encours des prêts augmente au fil des ans (comme le montre le graphique 3 ci-après). Le FIDA accorde la majorité de ses prêts à des conditions particulièrement concessionnelles, avec une période de remboursement pouvant aller jusqu'à 40 ans. Les prêts sont généralement décaissés sur une période moyenne de sept ans.

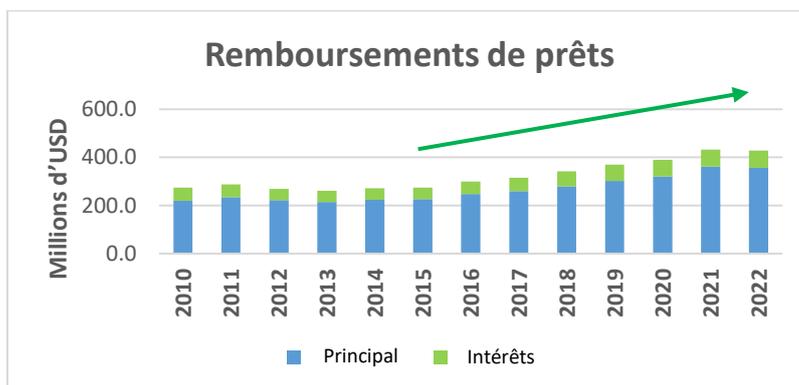
Graphique 3
Solde de l'encours des prêts sur la période 2010-2022



29. Au cours de l'année 2022, la tendance à la hausse des remboursements des prêts s'est poursuivie en monnaie de libellé, tandis que la valeur globale en équivalent dollar des États-Unis a légèrement diminué.

Graphique 4

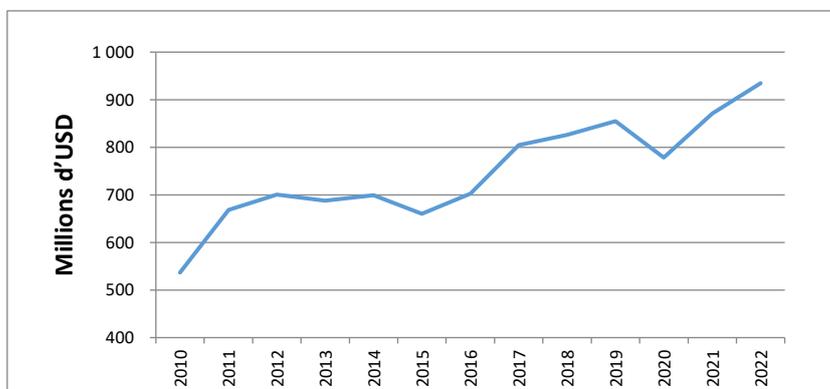
Remboursements de prêts entre 2010 et 2022



30. Dans l'ensemble, les décaissements annuels en faveur des projets financés par le FIDA sous forme de prêts et de dons ont augmenté au fil des ans (voir le graphique 5 ci-dessous).

Graphique 5

Décaissements annuels pour la période 2010-2022



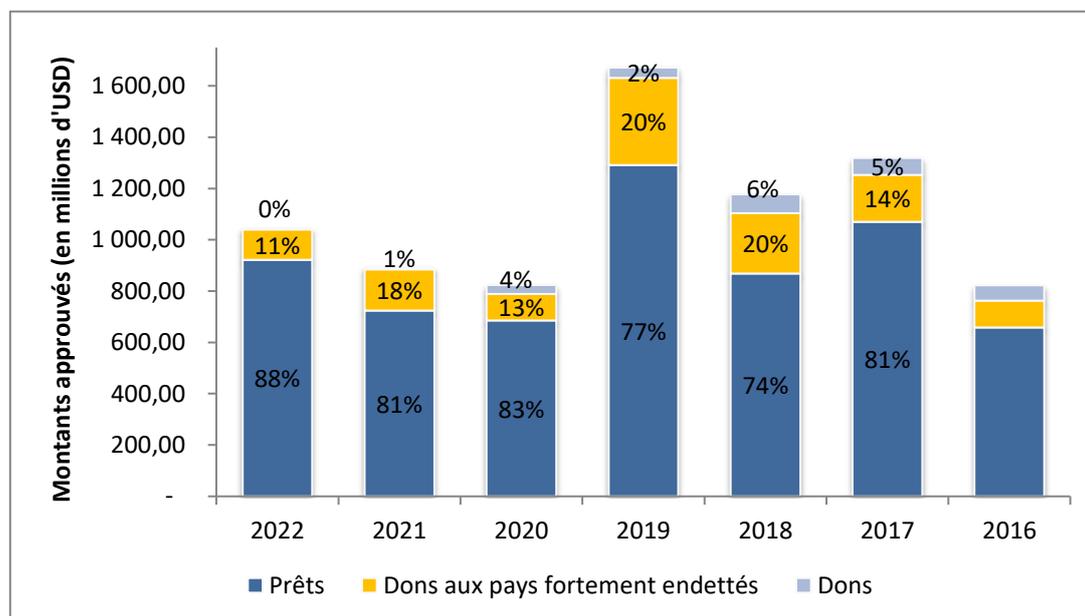
31. Le tableau 7 et le graphique 6 résument les informations relatives au volume des activités opérationnelles et aux prêts approuvés par type de produit.

Tableau 7
Flux et soldes des prêts et dons
(En millions d'USD – valeur nominale)

	2022	2021	2020	2019	2018	2017
Prêts et dons approuvés						
Prêts	921,5	724,6	685,5	1 292,2	868,9	1 069,8
Dons aux pays fortement surendettés*	118,8	159,7	103,4	339,6	234,9	183,3
Dons	3,0	7,6	35,2	39,4	73,7	65,6
Total des prêts et dons approuvés	1 043,3	891,9	824,2	1 671,2	1 177,5	1 318,7
Encours/non décaissé						
Encours net des prêts	7 997,9	8 110,6	8 049,9	7 501,4	7 312,9	7 140,3
Prêts non décaissés	4 409,8	4 476,3	4 747,3	4 527,5	3 919,7	3 878,9
Opérations CSD non décaissées	887,3	965,3	1 005,1	1 061,5	901,7	828,5
Dons non décaissés	82,1	116,5	158,0	123,6	101,3	98,0
Décaissements						
Décaissements de prêts	735,5	662,8	558,4	626,0	627,1	631,4
Décaissements au titre du CSD	165,1	163,9	172,4	174,7	138,6	127,8
Décaissements de dons	33,3	44,4	47,3	54,1	59,8	45,4
Total des décaissements	933,9	871,1	778,1	854,8	825,6	804,6
Remboursements de prêts	427,8	432,6	390,5	370,5	341,9	315,9
Annulations et réductions	124,9	216,7	91,8	44,1	127,9	102,7

* Anciennement appelés « dons au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD) ».

Graphique 6
Prêts, opérations au titre du CSD et dons approuvés, par année
(Montants approuvés et pourcentages correspondants)



VI. Activités de financement du FIDA

32. Des instruments de contribution supplémentaires correspondant aux cycles de reconstitution du FIDA (essentiellement FIDA12) ont été reçus en 2022, comme en témoigne le niveau des fonds propres (contributions), qui est passé à 10,2 milliards d'USD à la fin de 2022, contre 10,1 milliards d'USD en 2021.
33. En 2022, le FIDA a encaissé 459,7 millions d'USD supplémentaires provenant d'emprunts souverains, de prêts concessionnels de partenaires et de l'émission de ses deux premiers placements privés. Au cours de l'exercice, les remboursements du principal et des intérêts des emprunts se sont chiffrés à 44,0 millions d'USD.

34. À la fin de décembre 2022, le montant total des emprunts atteignait 1,9 milliard d'USD (contre 1,6 milliard d'USD en 2021). Le ratio dette/fonds propres disponibles qui en est résulté s'élevait à 24,9%, soit bien en deçà du plafond (19,5% à la fin de décembre 2021).

VII. États financiers concernant uniquement le FIDA

35. L'analyse ci-après concerne les appendices et notes associés pertinents (appendice D) des états financiers consolidés.

A. Bilan (appendice A)

Actif

36. **Liquidités et placements.** En 2022, le montant des liquidités et du portefeuille de placements, y compris les sommes à recevoir et à payer, est resté stable, s'établissant à approximativement 1,4 milliard d'USD. Cette évolution cadre avec les scénarios de reconstitution des ressources et la Politique de liquidité. Des informations détaillées figurent dans le Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour 2022.
37. **Instruments de contribution à recevoir et billets à ordre à encaisser.** Le montant net des sommes à recevoir a diminué, pour s'établir à 550,8 millions d'USD à la fin de 2022 (contre 842,2 millions d'USD à la fin de 2021). Ce chiffre se situe dans l'ordre de grandeur escompté pour le cycle de FIDA12, comme indiqué précédemment dans le présent document.
38. **Encours des prêts.** L'encours des prêts, déduction faite de la provision cumulée pour dépréciation des prêts et de la provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE, a atteint un total de 8,0 milliards d'USD en 2022 (contre 8,1 milliards d'USD en 2021). Cette baisse s'explique par l'effet net des décaissements supplémentaires, des remboursements de prêts, des variations de change défavorables et de l'évolution de la provision pour dépréciation des prêts (voir tableau 8 ci-dessous).

Tableau 8

Encours des prêts

(En millions d'USD)

	2022	2021
Encours des prêts (principal)	8 232,0	8 215,5
Intérêts à recevoir	26,2	18,6
Encours des prêts en valeur nominale*	8 258,2	8 234,1
Provision cumulée pour dépréciation des prêts	(151,4)	(118,7)
Provision cumulée au titre de l'Initiative PPTE	(108,9)	(4,7)
Encours net des prêts	7 997,9	8 110,6

* Soldes au 31 décembre.

39. **Provision pour dépréciation des prêts.** Comme indiqué ci-dessus, la provision est calculée conformément à la norme IFRS 9. Les pertes de crédit pour dépréciation des prêts en valeur nominale s'élevaient à 151,4 millions d'USD à la fin de 2022 (contre 118,7 millions d'USD en 2021). La méthode utilisée se compose de la provision pour pertes de crédit de 141,3 millions d'USD et de la provision de 12,8 millions d'USD, qui permet au FIDA d'absorber la charge de l'allègement de la dette d'Haïti.
40. **Allocation au titre de l'Initiative PPTE.** L'augmentation à 108,8 millions d'USD (4,7 millions d'USD en 2022) résulte principalement de la provision constituée pour la Somalie et le Soudan au titre des droits à l'allègement de leur dette dans le cadre de l'Initiative PPTE. Le FIDA participe à l'Initiative PPTE depuis 1997 (voir l'appendice I des états financiers pour plus de précisions). Le montant total des allègements de dette consentis à ce jour s'élève à 489,0 millions d'USD, dont 378,0 millions d'USD au titre du principal et 111,0 millions d'USD au titre des intérêts.

Passif et fonds propres

41. **Endettement.** À la fin de décembre 2022, le passif au titre d'emprunts du FIDA s'élevait à 1 882,7 millions d'USD (contre 1 527,4 millions d'USD en 2021).
42. **Contributions.** Le tableau 9 ci-après fournit des informations sur l'état des contributions à FIDA12.

Tableau 9

Flux des contributions à FIDA12*

(En millions d'USD)

FIDA12	2022	2021
Annonces de contributions au titre des ressources ordinaires (A)	1 277,8	1 199,5
Instruments de contribution reçus (B)	1 079,7	961,7
Contributions annoncées mais non versées (A)-(B)	198,1	237,8
Total des versements reçus	537,1	116,4

* En février 2021, le Conseil des gouverneurs a adopté la résolution 219/XLIV relative à la Douzième reconstitution des ressources du FIDA.

43. Un état détaillé des contributions des États membres à la reconstitution des ressources est présenté à l'appendice G des états financiers consolidés.

B. État du résultat global (appendice B)

Recettes

44. Le produit des intérêts et commissions de service perçus sur les prêts s'est chiffré à 79,6 millions d'USD en 2022 (contre 70,2 millions d'USD en 2021).
45. Le produit des liquidités et des placements a augmenté et atteint 11,3 millions d'USD (contre 7,3 millions d'USD en 2021).

Dépenses

46. Les dépenses enregistrées en 2022 incluent les dépenses engagées au titre du budget administratif de l'exercice, mais financées au moyen de fonds reportés des exercices précédents, ainsi que les dépenses afférentes au Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA et les dépenses annuelles du Plan d'assurance maladie après la cessation de service (AMACS) du Fonds. Le tableau 10 met en comparaison les dépenses engagées en 2022 et en 2021 (voir appendice B).

Tableau 10

Frais de fonctionnement

(En millions d'USD)

Frais de fonctionnement	2022	2021	Variation +(-)
Traitement et indemnités du personnel			
Salaires et ajustements de poste	61,6	62,3	(0,7)
Autres indemnités*	47,1	46,3	0,8
Sous-total	108,7	108,6	0,1
Dépenses administratives courantes	27,0	23,4	3,6
Frais de consultants et dépenses non liées au personnel	49,8	48,3	1,5
Coûts directs d'investissement	5,4	3,5	1,9
Total	190,9	183,8	7,1
Dotations aux amortissements	12,2	12,6	(0,4)

* Ces montants se composent par exemple des indemnités de retraite, de rapatriement et de cessation de service, ainsi que des allocations d'éducation.

47. Les totaux ci-dessus comprennent les dépenses financées par d'autres sources (17,0 millions d'USD en 2021). Ces fonds concernent principalement les dépenses remboursables par le Gouvernement italien (8,0 millions d'USD en 2022, contre 8,4 millions d'USD en 2021), dont la contrepartie est inscrite en recettes.

48. Les soldes ci-dessus comprennent également les coûts relatifs au personnel local des bureaux de pays du FIDA, d'un montant total de 6,3 millions d'USD en 2022 (6,3 millions d'USD en 2021), et les frais de fonctionnement et les dépenses relatives aux consultants, qui s'élèvent à 4,1 millions d'USD (contre 4,7 millions d'USD en 2021). L'administration des bureaux de pays est assurée par l'intermédiaire des accords de niveaux de services avec le Programme des Nations Unies pour le développement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et le Programme alimentaire mondial.
49. **Traitements et indemnités du personnel.** Les salaires du personnel et les ajustements de poste sont restés stables à environ 108,7 millions d'USD. Cette tendance régulière est la conséquence du nombre plus élevé de postes équivalents temps plein en 2022, compensé par des effets de change.
50. **Dépenses administratives courantes et amortissement.** Les dépenses administratives courantes ont augmenté, passant de 23,4 millions d'USD en 2021 à 27,0 millions d'USD un an plus tard. Cette augmentation est essentiellement imputable à l'augmentation des frais de mission du personnel.
51. **Frais de consultants et dépenses non liées au personnel.** L'augmentation du montant correspondant à ce poste, passé de 48,3 millions d'USD en 2021 à 49,8 millions d'USD en 2022, s'explique par l'augmentation du volume des prestations fournies par des consultants et d'autres organisations.
52. **Variations de change.** Une analyse détaillée figure aux paragraphes 19 à 21 ci-dessus.
53. **Plan d'assurance maladie après la cessation de service.** En 2022, comme les années précédentes, le FIDA a engagé un actuaire indépendant pour procéder à une évaluation de l'AMACS. La méthode adoptée ne s'écarte pas de celle de l'année précédente, et les hypothèses retenues tiennent compte des conditions actuelles du marché. L'évaluation actuarielle de l'AMACS fait apparaître un engagement de 102,9 millions d'USD à la fin de 2022 (contre 156,5 millions d'USD à la fin de 2021). Le FIDA a enregistré, en 2022, pour les prestations au titre des services actuels, une charge d'un montant net de 7,3 millions d'USD (intérêts et coût des prestations au titre des services actuels inclus). Il en résulte un gain actuariel net latent de 62,2 millions d'USD (contre une perte actuarielle latente de 11,5 millions d'USD en 2022). Cette évolution des engagements est principalement due aux conditions en vigueur sur le marché, qui ont également eu une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour l'évaluation de 2022 (à savoir 4,2%, contre 2,0% en 2021).

État de la variation des bénéfiques non distribués (appendice B1)

54. Le solde du déficit cumulé correspond au report des résultats financiers annuels découlant des opérations et des effets des variations de change, ces derniers résultant principalement du fait que les soldes des prêts libellés en droit de tirage spécial ont été convertis en dollar des États-Unis, monnaie utilisée dans les documents d'information financière du FIDA. Le solde est passé de -1,6 milliard d'USD à la fin de 2021 à -2,3 milliards d'USD à la fin de 2022. La perte annuelle totale globale de 699,2 millions d'USD enregistrée en 2022 a été prise en compte dans le solde des bénéfiques non distribués susmentionnés.
55. Cette perte nette comprend: des recettes de 114,1 millions d'USD contrebalancées par une perte de change latente de 339,6 millions d'USD, des dépenses au titre des dons de 174,1 millions d'USD, des dépenses de fonctionnement (personnel, services de consultants et dépenses relatives aux fournisseurs) de 190,9 millions d'USD, des charges d'intérêt de 17,0 millions d'USD, un gain actuariel de 62,2 millions, et d'autres provisions pour dépréciation des prêts et dépenses au titre de l'Initiative PPTTE de 141,1 millions d'USD.

56. Conformément aux exigences des IFRS, la Réserve générale représente l'affectation des bénéfices non distribués. Entre 1980 et 1994, le Conseil d'administration a approuvé plusieurs transferts portant la Réserve générale à son niveau actuel de 95 millions d'USD.
57. Les aspects à prendre en compte pour l'évaluation des transferts annuels à la Réserve générale sont les suivants: le solde global de l'excédent ou du déficit accumulé; les facteurs sous-jacents du revenu annuel net ou de la perte annuelle nette, en particulier les soldes des pertes et gains latents¹.
58. Sachant que le FIDA affichait une perte globale nette de 699,2 millions d'USD et que le montant des bénéfices nets non distribués, qui était de l'ordre de -2,3 milliards d'USD, demeurait négatif à la fin de 2022, il n'était pas recommandé de procéder à un transfert à la Réserve générale à la fin de 2022.

C. État des flux de trésorerie – FIDA seulement (appendice C)

59. L'appendice C présente les variations de la trésorerie et des placements non soumis à restriction figurant au bilan.
60. Les décaissements au titre des dons du FIDA sont tombés à 33,3 millions d'USD (contre 44,4 millions d'USD en 2021).
61. Les décaissements en faveur des pays les plus endettés (anciennement CSD) se sont élevés à 165,1 millions d'USD en 2022 (contre 163,9 millions d'USD en 2021).
62. Les décaissements au titre des prêts du FIDA ont augmenté et atteint 735,5 millions d'USD en 2022 (contre 662,8 millions d'USD en 2021).
63. En 2022, le FIDA a encaissé des emprunts supplémentaires, dont des prêts concessionnels de partenaires pour un total de 459,8 millions d'USD (contre 477,7 millions d'USD en 2021). Au cours de l'année, le Fonds a remboursé 44,7 millions d'USD (contre 31,2 millions d'USD en 2021).
64. Les versements en espèces et les tirages sur billets à ordre au titre des contributions aux reconstitutions des ressources ont atteint au total 366,1 millions d'USD en 2022 (contre 466,9 millions d'USD en 2021).
65. Les contributions autres que celles destinées aux reconstitutions ont atteint un montant total de 13,5 millions d'USD en 2022 (contre 8,9 millions d'USD en 2021).

VIII. Contrôle interne de l'information financière et gouvernance des risques

66. Depuis 2011, le FIDA inclut dans ses états financiers une déclaration de la direction sur l'efficacité du cadre de contrôle interne de l'information financière du FIDA. Une attestation des auditeurs externes (PricewaterhouseCoopers) concernant la fiabilité de la déclaration de la direction est également incluse depuis 2012.
67. Le FIDA considère que le référentiel adopté en 2013 par le Comité des organisations coparrainantes de la Commission Treadway constitue une base appropriée pour l'approche de la direction en matière d'évaluation de l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.
68. L'utilisation par la direction de ce cadre de contrôle interne pour les autoévaluations témoigne de la détermination du FIDA à assurer l'efficacité des contrôles internes. Cette posture vigilante place le FIDA au niveau des meilleures pratiques dans ce domaine et fournit un tableau complet des processus qui, au FIDA, sous-tendent la préparation des états financiers et la mise en œuvre de contrôles internes sur les transactions ayant une incidence sur ses états financiers.

¹ L'article XIII du Règlement financier du FIDA dispose que « le Conseil d'administration fixe le montant des transferts annuels de l'excédent accumulé à la Réserve générale, compte tenu de la situation financière du Fonds dans le contexte de l'examen/approbation des états financiers vérifiés annuels du Fonds ».

69. Les contrôles internes de l'information financière font chaque année l'objet d'un audit interne et externe destiné à en vérifier l'efficacité. Les tests reposent sur 33 flux de processus répartis dans cinq divisions qui ont donné lieu au recensement de 73 contrôles clés.
70. En 2022, le FIDA a continué de renforcer ses activités de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, ainsi que le contrôle des sanctions afin de réduire le risque que le Fonds s'expose à un important préjudice de réputation, subisse de graves pertes financières ou engage sa responsabilité juridique. Le FIDA a également adopté des mesures de protection des données personnelles, s'alignant ainsi de manière globale sur les meilleures pratiques du secteur.
71. Enfin, la gestion fiduciaire et la gestion des risques ont été consolidées par l'approbation de la Politique de gestion globale des risques et de l'Exposé de l'appétence pour le risque au FIDA, désormais appliqués par les nouveaux comités techniques de gouvernance des risques.

Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service

Le présent document fournit aux représentantes et représentants au Conseil d'administration des informations concernant la situation des arriérés au 31 décembre 2022.

Tableau 1
Évolution des arriérés de paiement par région
(Au 31 décembre 2022)

Région	Nombre de prêts	En milliers d'USD			Pourcentage
		Principal	Intérêts et commissions de service	Total des arriérés	
Afrique de l'Ouest et du Centre					
Au 31 décembre 2022	9	1 199	358	1 556	2%
Au 31 décembre 2021	10	1 251	207	1 458	1%
Afrique orientale et australe					
Au 31 décembre 2022	1	43	41	84	0%
Au 31 décembre 2021	-	-	-	-	-
Asie et Pacifique					
Au 31 décembre 2022	3	23 556	4 146	27 702	27%
Au 31 décembre 2021	3	21 780	3 727	25 507	25%
Amérique latine et Caraïbes					
Au 31 décembre 2022	7	5 176	626	5 802	6%
Au 31 décembre 2021	3	3 314	254	3 568	3%
Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe					
Au 31 décembre 2022	41	54 265	14 307	68 572	66%
Au 31 décembre 2021	23	45 865	12 550	58 414	56%
Total, toutes régions					
Au 31 décembre 2022	61	84 240	19 476	103 716	100,0
Au 31 décembre 2021	39	72 210	16 738	88 948	100,0

Note: Les chiffres de 2021 ont été retraités du fait de l'application du seuil *de minimis* établi.